

# Santé publique, année zéro

Barbara Stiegler, François Alla  
Tract Gallimard, 2022

BARBARA STIEGLER  
& FRANÇOIS ALLA

## SANTÉ PUBLIQUE ANNÉE ZÉRO

Prises de notes à partir de la présentation You tube,  
à la librairie Mollat, Bordeaux, le 04/05/2022

notes prises à partir d'une émission de France Culture  
le 30/03/2022



3,90€ / N°37

### Le titre

En quelques jours (mars 2020), s'est construit un récit selon lequel pour s'occuper de la santé, il faudrait restreindre les libertés (et inversement, pour sauvegarder les libertés, on devait mettre à mal la santé). La première application de cette opposition, ce fut le confinement : la suspension de nos libertés au nom de notre santé.

Or ce récit est contredit par l'histoire moderne et progressiste de la santé publique. Cette histoire nous apprend que, pour que la santé publique soit efficace, les leviers doivent être articulés au respect de l'autonomie collective, de la démocratie et à tout un ensemble de libertés.

Tout ceci a volé en éclat, comme si nous étions en l'an zéro, et qu'il fallait repartir de zéro dans les pratiques et intellectuellement.

L'an zéro : je n'avais pas vu venir le virus, et j'ai mis beaucoup de temps à croire que c'était un virus dangereux. En fait je croyais Macron et Buzyn qui disaient, avant le confinement, que tout allait bien. Ce que je savais, c'est qu'on était au temps des retours des épidémies, des zoonoses. J'ai découvert, en même temps que les hospitaliers, qu'il y avait un problème grave.

### **Petite définition de ce qu'est la santé publique**

La santé publique est mal connue, des gouvernants mais aussi des soignants. Ce n'est pas une politique publique de la santé, c'est une spécialisation, un champ académique, avec ses pratiques, ses colloques, ses revues...

On prend en compte toute la population et non les relations individuelles patient/médecin. On prend aussi en compte les phénomènes sociaux, environnementaux.

Il y a des principes éthiques : les personnes doivent avoir la main sur les choix relatifs à leur santé. Mais... quelles sont les conditions de ce choix ?

L'approche libérale parle de l'autonomie des personnes, elles sont propriétaires d'elles-mêmes. Elles sont autonomes individuellement. Le pouvoir autoritaire prend la main en s'asseyant sur l'autonomie collective des gens, qui s'appelle selon les cultures, *collectif* (en Europe), *communauté* (en Amérique).

L'autonomie collective, en santé, a plus d'efficacité. Les déterminants de santé sont collectifs : le travail, l'environnement... Pour résoudre les problèmes de santé, il faut passer par le collectif.

La santé est une affaire qui se construit démocratiquement par des dynamiques au sein des populations.

Un exemple : le SIDA (années 80/90) : il y a d'abord un effet de sidération. Puis des groupes s'approprient le savoir pour être acteurs. C'est grâce à leurs actions qu'en 2002, les malades ont

eu le droit d'avoir accès à leur dossier médical. C'est cette dynamique qui a manqué dans le cas du Covid.

Le rôle des pouvoirs publics n'est pas de culpabiliser mais de donner les conditions permettant à chaque communauté de faire ses propres choix.

Un exemple : les difficultés post-accouchement pour les femmes vulnérables (épuisement, santé mental, etc.) ; les déterminants sont collectifs (organisation du travail, aides à la parentalité, modes de garde, pauvreté...) ce sont des causes structurelles et non individuelles. Et le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'offrir aux mères un kit bébé avec un pot de crème pour elles, en disant qu'il faut qu'elles pensent à elles !

C'est une tendance lourde : le choix individuel pour la santé ! le *nudge*, c'est la crème. Il y a dans les tiroirs l'obligation de suivre une formation de parentalité, sinon il y aura des sanctions !

C'est la politique d'« informer pour faire adopter le bon comportement », sinon, c'est le coup de bâton !

### **Mars 2020 : arrivée du Covid en France.**

Ce qui m'a sidérée, tant en France qu'à l'étranger, ce sont les réactions des gouvernants et des populations. La réaction du gouvernement tient à sa vision de la santé publique, et aux capacités objectives du système de santé. Il disait : «La situation exceptionnelle est due à la qualité exceptionnelle du virus. » **C'est un discours à déconstruire !**

C'est faux. Il existait, dans tous les pays occidentaux, des plans pour faire face aux épidémies, depuis plusieurs années. Il y avait des rapports de médecins qui alertaient sur la venue probable d'une prochaine épidémie. Les pouvoirs publics étaient préparés à une série de pandémies. Les pandémies sont de retour : on le sait depuis longtemps.

On aurait dû pouvoir faire confiance à la santé publique, être capable d'avoir une politique sociale face à cette pandémie (prendre en compte les inégalités de territoires, de classes), et faire confiance au collectif.

Or, le patient devient comptable de ses réussites et de ses échecs dans son parcours de santé. C'est quasiment libertarien. Il y a une incapacité à approcher les problèmes de manière sociale. Si les gens sont inadaptés, il faut qu'ils se reprennent en main.

On a à faire à des gouvernants qui n'ont pas confiance dans la démocratie, dans la capacité des populations de construire un savoir. Du coup, on suspend la démocratie. Les gouvernants pensent qu'ils ont affaire à des masses, irrationnelles, qu'il faut maîtriser.

Et de l'autre côté, il y a les experts qui peuvent construire le savoir.

En conséquence, il y a un refus de partager le savoir. Les gens ne sont pas à même de disposer d'un savoir, et s'ils en disposaient, ils ne sauraient pas quoi en faire.

### **La syndémie<sup>1</sup>**

Une faute originelle du traitement de la maladie est qu'elle fut considérée comme une pandémie et non comme une syndémie. Le concept de syndémie permet de comprendre que le virus n'est pas seul en lisse : c'est sa rencontre avec les personnes et leur vulnérabilité qui compte.

Le Covid ne touche pas tout le monde de la même manière : en fonction du lieu, de la situation sociale, de l'âge, de la comorbidité. Les facteurs de risque d'être contaminés ne sont pas les mêmes.

Un exemple : le plan blanc a été décrété dans tout le pays. Alors qu'il y avait des régions très impactées et d'autres quasiment pas (Aquitaine). Mais il a quand même fallu arrêter toute prise en charge des malades hors Covid, reporter toutes les opérations chirurgicales.

A cause de cette indifférenciation dans la gestion de la maladie, ce sont les plus vulnérables qui en pâtissent. Cela écarte ceux qui n'ont pas la capacité de s'adapter.

---

1 Une **épidémie** désigne l'augmentation rapide d'une maladie en un lieu donné sur un moment donné.

Une **pandémie** est une épidémie présente sur une large zone géographique internationale. Dans le sens courant, elle touche une partie particulièrement importante de la population mondiale.

Une **syndémie** caractérise un entrelacement de maladies, de facteurs biologiques et environnementaux qui, par leur synergie, aggravent les conséquences de ces maladies sur une population.

Un autre exemple : la vaccination des SDF. Il fallait prendre rendez-vous par smartphone. Comment font-ils ? Pour les informer, la ville de Bordeaux a fait une campagne d'affichage ! Heureusement, les acteurs sur le terrain se sont adaptés aux besoins des gens. Le comble, ils ont été menacés de sanctions par les autorités (sans suite).

### **Il faut nommer ce pouvoir**

Il faut nommer ce pouvoir : un nouveau libéralisme s'approprie la santé pour détruire ce champ. C'est le nouveau libéralisme autoritaire, théorisé au XX<sup>e</sup> siècle. Il ne suffisait pas de laisser faire, il fallait adapter les gens (Walter Lippmann) à la mondialisation, avec l'innovation comme horizon de la société<sup>2</sup>. Les libéraux ont pris le pouvoir partout, depuis Giscard, Barre, influencés par Hayek. Ils s'imposent dans le domaine de la santé. Tout se règle par l'innovation et son financement public, d'où les interventions des laboratoires.

Par ailleurs les patients doivent produire de la santé : les datas, par exemple les rendez-vous pour faire un test. Ça se passe entre les pouvoirs publics et l'individu, les soignants n'existent plus, il ne sont plus que des prestataires de service. Les hospitaliers ont été détruits par cette crise, dans le silence.

Ces deux ans, ce sont le produit du ravage de ce nouveau libéralisme. En Italie, le pass sanitaire a été plus dur qu'en France, au Canada aussi. Les gouvernants s'appellent au téléphone pour mener la même politique. Israël, qui a été très inventif dans l'autoritarisme, qui a mis en place un « green pass » très tôt, a aussi su reconnaître ses erreurs (le pass provoque des clusters). C'est le contraire du concept de santé publique.

### **Les chiffres**

On dit que les données chiffrées ne se discutent pas. Les chiffres semblent des outils simples. Mais s'ils sont séparés des conditions sociales, au gré des besoins du pouvoir, on ne peut pas les comprendre. Ce raisonnement-là est un abandon de la construction d'un savoir scientifique.

Le politique s'appuie plus que jamais sur la science pour prendre ses décisions.

Le choix des indicateurs oriente les statistiques.

Un exemple : on nous a parlé quotidiennement du taux de saturation dans les services de réanimation. Mais que sait-on du taux de saturation dans les services de pédiatrie ? Il est de 200 %, et ça s'amplifie. Avec pour conséquence, une aggravation de l'état de santé mentale et physique de ces enfants. On ne montre pas les dégâts d'une réalité plus complexe. Les conséquences de la crise seront plus graves que la crise elle-même.

C'est une stratégie. Derrière les chiffres, il y a toujours un choix politique. Ces chiffres sont au service de décisions qui sont déjà prises. Pendant des années, on a utilisé les chiffres en économie pour dire qu'on n'avait pas le choix. Et le public était habitué au fait qu'on devait discuter les chiffres, parce qu'ils venaient d'un expert libéral, ou d'un expert socialiste.

Pour la crise du Covid en 2020, le monde libéral s'effondre, est mis en cause, dans un contexte effrayant (la crise climatique dont le Covid n'est qu'un épisode). Face à la disqualification de ce modèle, il se relégitime aussitôt en manipulant les chiffres.

Les intellectuels de gauche sont peu armés pour se rendre compte que derrière les chiffres, il y a une idéologie. Ils ne croient pas que des personnes qualifiées ont été mises de côté, au profit de cabinets de consultants (McKinsey), ignares en épidémiologie.

Or l'agenda de ces cabinets de consultants est de transformer l'entreprise-France pour gagner la compétition et accélérer l'innovation. Pour cela les réformes doivent être à la hauteur, et les individus responsables de leurs échecs.

### **Les vaccins**

Les individus sont câblés par une politique imposée de façon autoritaire. Il est prévu de vacciner toute la population, même en dessous de 12 ans. Pour le moment, il y a des résistances de parents.

Les cabinets de consultants utilisent les fonds publics pour engraisser les labos.

---

2 Voir le livre de Barbara Stiegler : Il faut s'adapter, sur un nouvel impératif politique, Gallimard, NRF essai, 2021.

Les vaccins n'ont pas fait la preuve de leur efficacité sur les personnes à risques. Sur les personnes immunodéprimées, c'est un échec. Sur les jeunes, il y a des effets cardiaques indésirables.

Pour rendre acceptable la vaccination indifférenciée, ils ont transformé toute critique de la politique vaccinale en critique des vaccins. Et ça a bien fonctionné. Cela a provoqué des clivages dans tous les groupes : les familles, les copains, au travail. On était « pour » ou « contre », les gentils et les méchants.

C'est une défaite immense.

Dès mars 2020, Macron dit : « nous sommes en guerre ». il y a donc les amis contre les ennemis. Et on ne veut pas être dans le camp des ennemis. Il est difficile d'avoir des avis nuancés et des discussions entre collègues. On est trumpiste, platiste. Soit on est dans un camp, soit on est dans l'autre.

De plus, cela est entré en résonance avec la demande sociale de sortir de la crise.

Les politiques en ont joué.

Un exemple : la campagne de manipulation avec Skyrock, pour les adolescents. « Non, tu n'es pas anti-vax, tu es pro-virus ! » Et la publicité propose de faire du cyber harcèlement auprès des copains qui hésitent. C'est une stratégie du pouvoir.

Un autre exemple : il y a eu, avant la sortie des vaccins, un travail d'enquête sur la population : il y avait 1/5 qui ne souhaitait pas se faire vacciner, 1/5 qui le souhaitait, et le reste qui disait : ça dépend de l'efficacité, des risques, de la marque de fabrication, etc. C'était une attitude rationnelle. Face à ça, le pouvoir a créé deux camps, clivant, y compris dans les familles.

### **Un silence assourdissant**

Quand Macron dit « nous sommes en guerre », il entre en campagne électorale, il profite de la situation pour créer un camp autour de lui, une union sacrée. Il désigne ses adversaires comme étant des ennemis.

Et cela n'a pas été dénoncé par les médias, ni par les intellectuels. On s'est retrouvé avec un sentiment d'immense solitude, sans espace public pour débattre, sans partis pour être représentés, avec les médias qui amplifiaient.

Il y a un réel niveau de violence. Macron a dit non seulement « je vais les emmerder », mais il a ajouté « je ne peux pas les mettre en prison. Il faut les réduire ! »

Et personne n'a rien dit !

Dans ce monde politique, tout le monde est d'accord sur le sens de l'histoire : innovation, mondialisation, grandes transformations.

On ne supporte pas les désaccords. Les partis ne sont que des nuances. Les adversaires, qui sont devenus des ennemis, sont la part obscure.

Et si votre adversaire vous traite d'ennemi, il vous tend un piège, parce que en retour, vous allez aussi le traiter en ennemi. Cela mène à la guerre civile, cette stratégie.

Il faut refuser l'opposition santé/liberté. Les deux sont articulées, elles ne s'opposent pas.

### **Un bilan sanitaire ?**

Si on fait un panorama du bilan sanitaire, comme les revues scientifiques commencent à le faire (*The Lancet...*), les résultats sont inquiétants :

- sur le plan somatique, beaucoup de malades ont vu leur santé s'aggraver du fait des soins interrompus
- sur le plan Covid, les mesures furent contre-productives surtout pour les malades à risques
- sur le plan de la santé mentale, elle s'est dégradée, au travail, sur le développement des enfants, des dépressions des jeunes, dans les EHPAD...

Ces conséquences délétères, qu'on commence juste à voir, devraient être discutées dans l'espace public et académique. Mais ces espaces ont été confinés, ils ont disparu.

Or, dans la campagne électorale (présidentielle 2022), il n'y a aucun bilan sanitaire du quinquennat, quelque soit le parti. C'est un silence assourdissant.

On voit apparaître des comportements caricaturaux :

- l'isolement,

- la schismogénèse : des polarisations caricaturales : « je suis pour » ou « contre » le vaccin, les masques, le pass.

Or ce n'est pas comme ça que devrait fonctionner l'espace de recherche, ni l'espace public, où le savoir doit circuler de manière à permettre à la démocratie d'exister. Sinon, elle n'est qu'un spectacle fallacieux qui aboutit à la stasis, à la dissolution de la société.

### **La démocratie sanitaire a été dissoute**

La santé publique est un champ de ruines.

Le 17 Mars (premier jour du premier confinement en 2020) aurait dû être un jour de célébration (ou une journée de deuil), il n'y a rien eu nulle part, dans les médias, les instances.

Le 4 mars, on aurait dû fêter les 20 ans de la loi Kouchner qui fut très importante pour le monde de la santé. Elle établit le consentement libre et éclairé pour tous les actes de soins. Les soignants doivent soigner avec une autre thérapie si le patient n'est pas d'accord avec la chimio prescrite ou avec un autre traitement, même si cela va compliquer la vie du service par la suite. Il ne peut refuser les soins.

Elle impose aussi l'accès des malades à leurs dossier médical.

Elle met en place des droits collectifs : les malades peuvent se regrouper et s'organiser pour devenir une force politique et s'opposer à tel plan, tel lobby.

On pourrait remonter aux Lumières, Kant. Dans son livre *Qu'est-ce que les Lumières*, il dit « Ose savoir », ne prends pas une décision médicale (religieuse, intellectuelle) parce que c'est ton médecin (ton curé, ton prof) qui le dit.

On va remonter à une autre pandémie, qui a fait 40 millions de morts, et qui tue encore : le SIDA. La loi Kouchner est le produit de la démocratie sanitaire, des collectifs des malades du SIDA qui se sont organisés collectivement et ont lutté.

La loi Kouchner a été dissoute dans les faits en 2020.

Un virus redoutable (VIH) a pu inventer la démocratie sanitaire. Un autre virus, aussi redoutable, a conduit à l'inverse.

### **Ces cabinets privés qui pilotent au gouvernement**

Je (B. S.) ne conteste pas l'État, c'est une entité complexe en philosophie, mais quelques individus, le président et ses ministres, voire ses conseillers les plus proches. Une décision est dite autoritaire quand elle est prise par quelques individus, sans concertation. L'idée générale, c'est que l'État et ses instances sont incompétents, qu'on va perdre du temps avec eux. Les institutions de santé ont été mises sur la touche. Macron a créé un « conseil scientifique » ad hoc. Cela n'a pas bien marché parce qu'il a voulu leur mettre la responsabilité du fiasco des municipales sur le dos. Puis il a créé le « CARE », qui s'est réuni une seule fois.

Puis il a passé la main à *BVA Nudge Unit*, une boîte de science comportementale qui a concocté les autorisations dérogatoires de sortie. L'idée est de modeler les comportements par des outils liés aux neurosciences. Ils n'y connaissent rien en matière de santé publique.

On ne parle pas du cabinet *McKinsey*, sauf dans la forme. En complicité avec l'Élysée et le ministère de la santé, McKinsey a imposé une politique de santé, des erreurs, de l'argent public dilapidé. C'est l'omerta, la loi du silence dans tous les partis.

McKinsey ? On ne parle pas de ce que le cabinet a vendu : on a suspendu les droits des citoyens sur la bases d'indicateurs. C'est lui qui a piloté la campagne de vaccination. C'est la destruction des principes de la République, organisée par un président élu, ses ministres et un cabinet de conseil privé.

Cela donne une politique de stop and go, désastreuse. Quand c'est opportun politiquement de prendre des mesures autoritaires, on y va. Puis au moment (périodes électorales) où c'est plus opportun politiquement d'être plus souple, on y va.

### **C'est difficile de le faire dire**

Il y a plusieurs raisons à cela :

- des raisons psychologiques : la fatigue pandémique, on veut passer à autre chose
- mais surtout, c'est tellement grave qu'il y a de grandes difficultés à l'affronter. Ce sera le travail des historiens.

On n'avait pas vu la gravité des choses.

Mais il est toujours temps de dire qu'on s'est trompé. *(qu'on a été trompé?)*

On a marché dans des dispositifs délétères.

On a eu tort d'accepter.

On a aussi été tétanisés sous la menace d'être étiquetés « du côté obscur de la force » (de la part des autres)

C'est tellement grave qu'il faut du recul.

Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire ?

Il y avait des alternatives classiques, rien de révolutionnaire. Il fallait utiliser les vaccins, efficaces pour les personnes à risques, mais pas pour tout le monde. Parce que ce sont les jeunes qui se sont précipités pour se faire vacciner, pour aller boire un coup ou prendre le TGV, ils n'en n'avaient pas besoin. Par contre les personnes âgées ou à risques sont passées après.

Il fallait s'appuyer sur les échelons régionaux, locaux. Mais toutes ces institutions ont été suspendues.

En Italie, à Bologne, ils vont expérimenter le « crédit social », sur le modèle chinois. Ce que la crise a permis d'expérimenter est en train d'entrer dans les mœurs. Personne n'a intérêt à en parler. Les réformes hospitalières, la recherche, la santé, on n'en parle pas.

Devrions-nous fêter la mort de la démocratie sanitaire ? On ne peut pas attendre de nos dirigeants qu'ils fassent revivre la santé publique. C'est à nous de nous réveiller et de la remettre en place. Tout en réfléchissant à ses insuffisances pour ne pas les renouveler.

-----

*Il serait intéressant de se demander comment les différents groupes sociaux prennent au sérieux cette idéologie (médecine libérale, individu responsable). Les bourgeois qui ont les possibilités financières et sociales de choisir leur médecine. Les classes populaires qui renoncent souvent à des soins : pas d'argent, pas de praticiens à proximité.*

*On peut regretter dans cette brillante démonstration la non remise en cause de l'État en tant que structure qui est constituée de nombreux corps de professionnels qui ont appliqué, de gré ou de force, les mesures politiques menant à la privatisation de tous les services publics.*